

Introduction: LE DROIT AU TRAVAIL A CUBA:

La loi garantit à l'homme et à la femme le même droit à la protection sociale .

Les travailleurs qui ont perdu leur emploi continuent à toucher leur salaire pendant un temps proportionnel à leurs années de service.

Dans le cas de la réorganisation qui s'opère actuellement, dans le cadre de l'actualisation du système économique cubain, l'Etat doit proposer au travailleur qui a perdu son emploi 3 postes de reclassement possibles auxquels le travailleur peut préférer le travail à son compte.

Lors des assemblées de travailleurs, on procède à une analyse profonde des idées d'efficacité économique, de perfectionnement des entreprises, de rationalisation de la main d'œuvre et on discute des moyens de réinsérer les travailleurs qui ont perdu leur emploi (à la suite de la fermeture d'un nombre important de sucreries en 2004 par exemple ou de la réorganisation actuelle du modèle économique cubain).

Cuba a ratifié 87 des 184 conventions adoptées par l'Organisation Mondiale du Travail (OIT), ce qui la met en deuxième position pour l'Amérique Latine et en 10^e position si on considère le reste de l'hémisphère dans l'ordre des pays qui ont ratifié le plus d'accords avec l'OIT. Les Etats-Unis n'ont ratifié que 14 de ces accords.

Les conventions ratifiées par Cuba touchent toutes les sphères et tous les droits concernant les relations du travail: la liberté syndicale, la non-discrimination au niveau de l'emploi, l'égalité de salaire à travail égal pour les hommes et pour les femmes, l'abolition du travail forcé, l'administration du travail, la politique de l'emploi, le travail des femmes et des enfants, la sécurité, l'hygiène et l'environnement du travail, la Sécurité Sociale, parmi d'autres. Il existe aussi à Cuba un Code du Travail, des lois et des dispositions complémentaires qui garantissent également l'application de ces accords.

A Cuba, le droit à un emploi est reconnu comme un droit de l'homme inaliénable.

Dans ce cas, que peut signifier un mouvement syndical? A-t-il encore des raisons d'exister? Quel rôle joue-t-il réellement? Et comment a-t-il pu voir le jour?

LE SYNDICALISME A CUBA .

Le mouvement syndical à Cuba est bien antérieur à la Révolution cubaine .En effet, la première publication ouvrière de Cuba , « La Aurora », fut fondée par un ouvrier du tabac, Saturnino Martinez en 1865. Elle demandait l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, la constitution de coopératives ouvrières de production, l'ouverture d'écoles du soir pour les travailleurs et prônait la lecture dans les fabriques de cigares.

Le mode de production était basé sur l'esclavage. L'agro-industrie sucrière employait 170 000 esclaves d'origine africaine et 45 000 travailleurs salariés.

En 1861, il existait plus de 500 fabriques de cigares et plus de 15 000 travailleurs et 1 200 cigariers concentrés dans 38 ateliers.

En 1886, l'esclavage fut définitivement aboli et des centaines de milliers d'esclaves devinrent des travailleurs salariés ou au chômage dont les conditions de vie étaient parfois pires que celles des esclaves. En 1887, les travailleurs noirs organisèrent la première

grève connue dans les sucreries

Le premier vrai Congrès des Travailleurs Cubains se tient en 1892 et c'est là que se décide la création de la Fédération des Travailleurs de Cuba.

Les ouvriers furent le principal soutien économique durant la préparation et le développement de la guerre[1]. Chaque ouvrier apportait 10% de son salaire journalier et on instaura la Journée de la Patrie. Ce jour-là, le salaire correspondant à une journée de travail était entièrement versé au fonds du Parti.

Le 1^o janvier 1899, l'armée des Etats-Unis occupa Cuba et un gouvernement d'intervention fut instauré. Une longue suite de grèves dans différents secteurs commença dès lors.

LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS CUBAINS (CTC):

1) NAISSANCE ET ORGANISATION:

Le 28 janvier 1939 Lazaro Peña fonde la confédération des Travailleurs de Cuba, première organisation syndicale cubaine, unitaire dès sa création.

En janvier 1959, un groupe de militants de la Section Ouvrière du Mouvement du 26 Juillet se charge de la Centrale Syndicale qui prend le nom de CTC-Révolutionnaire afin de se réorganiser. En novembre 1959 eut lieu son 10^o Congrès et en novembre 1961, à l'occasion du 11^o Congrès, elle prend le nom de Centrale des Travailleurs de Cuba.

En 1961, d'importants changements survenus dans la structure syndicale ont permis d'ordonner la législation syndicale, jusque là éparse et très abondante du fait de l'existence de multiples métiers et professions dans de nombreux centres de travail.

Une section syndicale est alors instaurée dans chaque centre de travail et les fédérations nationales sont remplacés par les syndicats nationaux dans chaque branche d'activité. Il existe aujourd'hui 19 syndicats nationaux, plus l'Association Nationale des Innovateurs et des Rationalisateurs (ANIR).

La CTC et les syndicats ne font pas partie de l'appareil d'état, ils ont leur propre direction. Les travailleurs y adhèrent indépendamment de leurs conceptions philosophiques.

Chaque syndicat détermine en toute indépendance et en fonction de ses statuts les conditions de sa structure, dispose librement de ses finances, choisit ses formes et méthodes de travail et développe ses propres relations internationales. C'est une organisation civile.

Les syndicats acceptent le rôle directeur du Parti Communiste de Cuba (PCC) dans la société. Ce principe est ratifié dans les statuts de la Centrale de chaque syndicat. Pour autant, le Parti ne se substitue pas aux syndicats. Au contraire, il s'emploie à encourager leurs initiatives et à élever leurs fonctions.

L'Etat garantit dans sa législation le plein exercice du droit à la syndicalisation et n'a jamais promulgué de loi qui lèse ou limite les droits syndicaux.

2) SES PRINCIPES:

Les principes que défendent les travailleurs cubains peuvent se résumer par cette déclaration de Pedro Ross Leal, secrétaire général de la CTC:

« Plus d'une fois, nous avons entendu dire que le néo-libéralisme a détruit l'équilibre relatif auquel on était parvenu entre le capital et le travail. On a absolument rompu la stabilité relative de l'emploi, on a maltraité le concept et la pratique de la Sécurité sociale, on a nié jusqu'à la possibilité d'avoir une pension assurée au terme d'une vie productive; on voit chaque jour de plus en plus d'enfants, filles et garçons, occuper de misérables postes de travail au lieu d'un pupitre scolaire, et l'homme et la femme sont de plus en plus réduits à la condition de simples objets de l'exploitation du capital.

Si on nous demandait, à nous, dirigeants syndicaux cubains, en tant que représentants des travailleurs, quels sont les résultats fondamentaux de l'œuvre révolutionnaire que nous défendons, nous pourrions répondre que nous sommes parvenus à nous différencier radicalement de ces réalités. [2] »

Dès 1939 les principes de fonctionnement du syndicat sont clairement définis:

1. Un syndicat par centre de travail, choisi par le collectif.
2. Des dirigeants élus parmi tous les travailleurs au vote direct et secret, le secrétaire général compris.
3. Tous les dirigeants doivent rendre compte périodiquement de leur gestion et peuvent être révoqués par le collectif qui les a élus s'il juge qu'ils ne remplissent plus les conditions requises pour continuer d'assumer cette responsabilité.
4. La Centrale et les syndicats s'autofinancent avec la contribution des travailleurs affiliés (1% de leur salaire). Ils ne reçoivent d'argent ni du Gouvernement ni du Parti.
5. Le travailleur acquitte lui-même sa cotisation syndicale, elle n'est pas automatiquement déduite du salaire.
6. Le droit du travail est consigné dans la Constitution de la République de Cuba, l'adhésion à la centrale et aux syndicats est volontaire, sans aucune considération d'ordre politique ou religieux.
7. La CTC et les syndicats ont leurs propres statuts et tiennent leur Congrès tous les 5 ans, congrès au cours duquel se déroulent les élections de la base au secrétariat général.

3) LE MOUVEMENT SYNDICAL CUBAIN ET LA SOLIDARITE INTERNATIONALE:

A Cuba, le mouvement syndical s'est caractérisé, dès sa naissance, par une profonde vocation internationaliste. Le 1^o mai 1890, les travailleurs cubains furent les premiers en Amérique Latine à fêter la Journée Internationale du Travail et à rendre hommage aux martyrs de Chicago [3].

Au triomphe de la Révolution d'Octobre, les travailleurs cubains réalisent d'importantes

manifestations de solidarité avec la cause des travailleurs russes et créent des comités de soutien et de secours pour les aider.

En 1936, la Centrale des Travailleurs Cubains (CNOOC) prend une part active à l'aide qu'apporte Cuba aux combattants antifascistes contre Franco.

En 1947, la CTC fut attaquée par l'armée à la solde du gouvernement en place qui imposa une direction syndicale corrompue avec à sa tête un immigrant catalan, Eusebio Mujal. Ce fut le règne de l'assassinat, des disparitions et des persécutions contre les leaders syndicaux que les travailleurs avaient élus. La direction défendait les intérêts des patrons, des forces répressives et appliquait des méthodes de gangsters. Elle sépara la CTC de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et l'affilia à la Confédération Internationale d'Organisations syndicales Libres (CIOSL) qui avait été créée pour s'opposer à la FSM et la démembrer. Elle fit aussi entrer la CTC dans le giron de l'Organisation Régionale Interaméricaine du Travail en 1951 et elle y resta jusqu'au triomphe de la Révolution.

Cependant, Lazaro Peña et ses compagnons de lutte ne créèrent pas d'autre centrale syndicale pour s'opposer à celle qui leur avait été usurpée et ne renoncèrent pas à leur objectif, qui était de maintenir uni le meilleur de la classe ouvrière et des travailleurs pour affronter le régime en place. C'est ce qui permit l'extraordinaire réponse des travailleurs à l'appel de la grève générale révolutionnaire lancé par Fidel le 1^{er} janvier 1959 pour empêcher le coup d'état qui se préparait sous la direction de l'Ambassade nord-américaine.

Au triomphe de la Révolution Cubaine, la CTC, conduite à nouveau par ses dirigeants historiques, revint au sein de la Fédération Syndicale Mondiale et commença à construire des relations avec les organisations syndicales des autres pays. Mais la Confédération Internationale d'Organisations Syndicales Libres (CIOSL) et l'AFL-CIO interdirent à leurs affiliés et alliés toute relation avec la CTC.

L'œuvre solidaire de la Révolution Cubaine, son aide désintéressée aux luttes des autres nations pour se libérer du colonialisme, le développement, à Cuba et à l'étranger, de programmes d'éducation et de santé ont favorisé les contacts de centaines de milliers de travailleurs cubains avec leurs homologues étrangers et des liens d'amitié et de fraternité se sont créés avec des organisations syndicales du monde entier.

4) SON ROLE DANS LA STRATEGIE ECONOMIQUE:

La CTC a toujours contribué à faire face aux effets du blocus imposé par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans et a participé à l'élaboration et à l'exécution de la stratégie économique et politique qui a été mise en œuvre pour affronter la grave crise économique produite par l'effondrement du bloc socialiste (Cuba perd alors 75% de ses importations et plus de 95% des marchés extérieurs pour ses exportations) et réinsérer Cuba dans l'économie mondiale.

Pour se faire, aucune recette néo-libérale n'a été appliquée, aucun recours au FMI n'a été réalisé mais le pays a adopté une stratégie de salut national profondément enraciné dans la résistance populaire, sans renoncer à aucun droit social ni à l'effort de développement. Les syndicats et les travailleurs ont aidé à établir cette stratégie en organisant, par exemple, des « parlements ouvriers » au pire moment de la crise, alors que le PIB avait baissé de 35% et que la monnaie nationale s'était dévalué jusqu'à atteindre une équivalence de 150 pesos pour 1 dollar, pour discuter du programme de mesures élaboré

par le gouvernement, présenté devant l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire et appliqué seulement après avoir été discuté avec tous les travailleurs (près de 3 000 000).

L'actualisation du modèle économique cubain après l'adoption par le 6^e Congrès du Parti Communiste Cubain en avril 2011 des « Grandes Lignes de la Politique Economique et sociale du Parti et de la Révolution » a été mise en place de la même manière, après que le projet ait été discuté dans les groupes de travail organisés dans tout le pays.

Les points de vue et les propositions surgis du parlement ouvrier ont jeté les bases de la politique fiscale, monétaire, budgétaire et aidé à établir les prix dans l'économie nationale.

C'est sur le rapport sur le résultat de la consultation des travailleurs, présenté par la CTC à l'Assemblée Nationale, qu'a été mis au point et adopté le programme de mesures pour faire face à la crise.

Parmi les députés à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire se trouvaient, en 2004, 31 dirigeants professionnels des syndicats et de la CTC.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont contribué à la recherche des solutions les plus efficaces aux problèmes de l'inflation, du déficit budgétaire, du déséquilibre financier, par exemple. Toutes les conquêtes des travailleurs ont été préservées: la véritable indépendance de la nation, la pleine dignité de l'homme et de la femme, la distribution équitable des richesses, la protection des travailleurs pensionnés et de toute la population grâce à un régime universel de Sécurité Sociale, de santé et d'éducation gratuites, qui représente près de 53% du budget national.

Pour être entendu, un syndicaliste cubain n'a qu'à composer le numéro de téléphone ou frapper à la porte du ministre concerné ou de toute personne compétente.

Le pays compte 1 472 Organes de Justice du Travail (OJLB) auxquels le travailleur peut recourir pour faire respecter ses droits. Ils sont formés de 3 membres permanents et 3 membres suppléants dont 46,4% sont des femmes.

5) LA PARTICIPATION AUX PRISES DE DECISION:

Tous les 6 mois, la direction nationale de la CTC et ses syndicats organisent une réunion avec les premières figures de l'Etat qui non seulement se soumettent à l'évaluation émanant d'un congrès ouvrier mais analysent aussi les sujets les plus importants de l'actualité économique et sociale du pays, ainsi que la politique à suivre.

Le 19 mars 2001, au cours de l'une de ces réunions, Pedro Ross Leal, secrétaire général de la CTC, déclare: « Il n'existe pas une seule organisation syndicale, dans ce monde globalisé et néolibéral, qui puisse se réunir avec 14 ministres durant plus de 3 heures pour se pencher sur les problèmes de ses travailleurs, et c'est là pour le monde un message de démocratie et de souci de bien-être de l'homme qui n'existe qu'à Cuba[4] ».

Aujourd'hui, grâce à un effort gigantesque, le fonctionnement des organisations syndicales s'est renforcé: les structures de base ont été perfectionnées afin d'assurer une interaction quotidienne avec chaque affilié, de l'orienter et de contribuer à répondre à ses besoins et à ses justes réclamations, de l'éduquer dans les idées, les principes et l'éthique de la

Révolution.

Dans les 3 années de préparation du 18° Congrès, le nombre de membres de la CTC a augmenté de 200 000. Fin 2003, il existait dans le pays 122 974 sections syndicales (26 630 de plus qu'en 2001).

Plus d'un demi million de travailleurs (dont 50% de femmes) assument une responsabilité dans la section syndicale.

Il y a 1 dirigeant syndical pour 6,8 affiliés, ce qui permet d'accorder à chaque travailleur une attention différenciée, selon l'idée exprimée par Fidel au 5° Congrès.

Ce travail individuel et constant est indispensable et permet d'exercer une influence positive sur chaque travailleur non seulement du point de vue du travail mais également du point de vue idéologique, politique et humain.

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs utilisent les installations provinciales de la CTC et des syndicats (bungalows dans des bases de camping ou sur les plages).

Depuis la tenue du 18° Congrès, on a amélioré le système de stimulation aux travailleurs méritants. Par cette voie, les travailleurs ont reçu des machines à laver, des mixers, des ventilateurs et d'autres articles personnels et ménagers à prix modiques, par exemple, en 2003, 411 642 téléviseurs couleur ont été attribués, soit 1 pour 7,7 affiliés.

La nécessité de créer un lien de plus en plus fort avec la base a conduit à la constitution de « duos de travail » formés par des dirigeants professionnels à tous les niveaux, y compris le secrétaire général de la CTC. Ceci permet un contact systématique avec les 102 000 exécutifs syndicaux pour mieux connaître les problèmes et les besoins des affiliés mais aussi pour évaluer la marche des plans de production en termes d'austérité et de discipline.

Chaque année, le nombre d'élèves augmente dans les écoles syndicales.

De plus en plus de travailleurs entrent à l'Université en vertu du décret-loi 91 qui permet à des travailleurs d' poursuivre des études tout en percevant un salaire, sur proposition des syndicats.

6) Le nouveau Code du Travail.

Le 20 décembre 2013, un nouveau code du travail a été approuvé par le Parlement cubain. Pour le mettre au point, plus de 67 300 assemblées se sont tenues auxquelles ont participé plus de 2 500 000 travailleurs. Plus de 161 000 amendements ont été proposés. Son but est d'aller vers la simplification, la correction des erreurs du passé et une plus grande efficacité. Ce code s'appliquera aux emplois d'Etat et au travail à compte propre. Il prévoit également une diminution du temps de travail et donne des garanties de non discrimination pour raisons sexuelles. Pour l'instant, nous ne pouvons pas donner plus de détails car il n'est pas encore entré en application.

Françoise Lopez,

Salon-de-Provence, 18 mai 2014

Le syndicalisme à Cuba

[1] Guerre d'indépendance de Cuba : 1895-1898

[2] Silvia Martinez, « Unidad en torno a la sociedad », America Nuestra, nov-déc. 1998/janv-mars 1999, p. 21_23.

[3] Le 1^{er} mai 1886, commençait une grève des travailleurs étasuniens pour des réclamations essentielles ainsi que cela avait été décidé dans les congrès de la Fédération Américaine des Travailleurs (FAT), suite à ce que l'Internationale Socialiste, dans son congrès de Genève en 1866 avait proclamé vingt ans auparavant.

Le 3 mai de cette année 1886, six ouvriers grévistes moururent, attaqués par la police. Le lendemain, 15 000 ouvriers protestèrent contre ce fait et 180 gendarmes arrivèrent. Une bombe lancée par un inconnu en tua un et en blessa d'autres. 8 dirigeants syndicalistes furent arrêtés, dont certains n'étaient même pas sur les lieux de l'événement. 7 accusés furent condamnés à mort et 1 à 15 ans de prison. Le 10 novembre 1887 furent pendus Albert PARSONS, August SPIES, Georg ENGEL et Adolph FISHER. Louis LINGG mourut en prison dans des circonstances mystérieuses, en se suicidant soi-disant avec une bombe. Un grand mouvement de solidarité réussit à faire commuer la peine de mort en prison à perpétuité pour deux condamnés. (cf l'article de Luis Hernandez Serrano, Juventud Rebelde, 1^{er} mai 2008, traduction Gaston Lopez pour Cuba Si France Provence)

[4] Pedro Ross Leal, Réunion CTC-gouvernement , 2001